

Indécrotable propreté

Le débat sur le contrat local, hier à MPM, a conduit à une bataille politique rappelant les municipales

La saveur de la polémique, ce goût acide et subtil, tantôt amer, tantôt drôle qui fait la politique, est revenu se propager dans un hémicycle. Celui de la communauté urbaine MPM, hier matin, où la question de la propreté offrait, il est vrai, un terrain moussu à souhait. Fait pour rebondir et se cogner, en quelque sorte, avant de repartir comme si de rien n'était. Trois bons mois après les municipales, juste avant les vacances, les élus marseillais se sont servis comme un dernier verre de bonne vieille politique politicienne. Un peu pour fêter le retour de Patrick Mennucci.

Le socialiste, challenger défait en mars par Jean-Claude Gaudin, avait pris du recul. Laisé ses camarades se disputer un PS décharné. Pour faire à nouveau entendre sa voix tout en se positionnant en lieutenant de la désormais capitaine Samia Ghali, il a choisi un thème indémodable à Marseille. La propreté, donc, remise au goût du jour par un "contrat local" présenté par Guy Teissier, président UMP de MPM, en commission technique paritaire fin juin, négocié âprement avec des syndicats qui n'ont pas hésité à dégainer la grève, finalement proposée hier sur des bases quasiment révolutionnaires. Où il est question de déconcentration des machines et des cantonniers vers les mairies de secteurs, de nouvelles plages horaires correspondant, assure Guy Teissier, à "la mort du fini-parti" et à un pacte de responsabilité avec les citoyens. Du concret qui ne se jugera qu'à l'usure, une fois les élections syndicales de fin d'année avalées. "Il s'agit de balayer les échecs passés", lance Monique Cordier, porte-drapeau convaincue par une réforme faite pour doubler le temps de travail des agents. Nous al-

Patrick Mennucci en a profité pour marquer son retour dans l'arène.

lons passer d'un cercle vicieux à un cercle vertueux. Il n'aurait jamais dû en être autrement." Des décisions certes saluées par Patrick Mennucci déçu, toutefois, de n'y voir que "des déclarations d'intention. Vous avez des convictions, mais vous n'allez pas au bout. Vous avez cédé au syndicat majoritaire." Entendez force Ouvrière qui, dans un communiqué hier, fustigeait "la gauche marseillaise" et renvoyait sur "l'incivisme" la balle fuyante du fini-parti.

Les deux amendements avancés par le PS, l'un sur une territorialisation offrant les clés de la propreté aux communes d'ici la fin 2015, l'autre sur "une fin sans équivoque du fini-parti", ont été rejetés. Et tandis que le FN Stéphane Ravier dénonçait, lui aussi, des "promesses déjà à la benne" et "un début de réforme qui n'est pas une rupture avec l'ordre ancien", Guy Teissier est resté sur le champ politique. Balayant "la démagogie du FN", le président de la communauté urbaine s'est fait un plaisir de réduire les socialistes à "de l'agitation. Vous cherchez des prétextes pour ne pas voter ce texte. Ce n'est ni intelligent, ni constructif." À l'arrivée, il a été adopté à une large majorité. Non sans une énième bagarre sur les "mousquetaires de la propreté". On finirait par regretter la gouvernance partagée.

François TONNEAU

BUDGET

► 30 MILLIONS D'ÉCONOMIES, UNE GOUTTE D'EAU ?

Avant le petit plaisir politique du débat sur la propreté, les élus communautaires ont entériné, hier matin, les modifications apportées au budget. Qui se sont soldées notamment par des ajustements de crédit et quelques coupes dans les dépenses. *"Des efforts très nets qui se chiffrent à plus de 30 millions d'euros d'économies. En trois mois, ce n'est pas rien"*, souligne le vice-président UMP Lionel Royer-Pereaut qui a notamment opéré quelques rafraîchissements dans les commandes publiques. À gauche comme au Front national, l'opposition n'a toutefois observé, avec une telle réduction, qu'une *"goutte d'eau"* au regard de la dette vertigineuse de la collectivité, 1,5 milliard d'euros, quand le budget est de 1,8 milliard. *"Cette dette n'est pas la mienne"*, rétorque Guy Teissier qui espère entamer *"un redressement."* Tours de vis à prévoir, donc.

LE PRIX DES TICKETS DE BUS AUGMENTERA EN SEPTEMBRE

Les tarifs des transports en commun augmenteront légèrement en septembre. À Marseille, le solo à 1,50 euro ne bougera pas, mais le billet "secours" pris dans le bus passera de 1,80 à 1,90 euro. Sur les cartes, le trajet unitaire passera de 1,3 à 1,34 euro. Les pass annuels grimperont, eux, de 434 à 446 euros. Le tarif des navettes maritimes montera enfin de 3 à 3,1 euros. À noter que les personnes handicapées ne seront pas touchées par cette hausse.

Hors Marseille, le pass mensuel passera de 18,30 à 18,50 euros et l'annuel de 180 à 185 euros. Le billet unitaire à 0,8 euro n'augmentera pas.

Des évolutions justifiées dans l'hémicycle de la communauté urbaine, hier, par l'accroissement de la TVA nationale appliquée au transport voya-

geur de 7 % à 10 %. Une mesure mise en œuvre depuis janvier et *"dont le gouvernement est le seul responsable"*, précise le président UMP Guy Teissier. La prise en charge de cette hausse aurait coûté trois millions d'euros à la collectivité. Répercutée aux usagers, elle n'est de l'ordre que de quelques centimes." Le Front national a cependant voté contre, craignant que cela n'incite les usagers à prendre leur voiture. Ce qui a fait bondir Guy Teissier. *"Comment pouvez-vous dire des choses aussi aberrantes?"* Il a en revanche été pris au piège par l'observation de la socialiste Paule Jouve, faisant remarquer que *"la droite avait hurlé quand la majorité de gauche avait présenté le même rapport en début d'année. Mais c'était avant les élections."*

F.T.